

Coronavirus : les experts de la gendarmerie installent leur laboratoire mobile à l'hôpital de Garches

Grâce aux machines de haute technologie et à l'expertise des militaires, l'équipement peut réaliser jusqu'à 1000 tests Covid-19 par jour.



La capacité d'analyses haut débit qu'offre ce labo mobile pourrait permettre de multiplier les tests de dépistages. [DR/PJGN](#)

Par **Julie Ménard**

Le 10 avril 2020 à 15h41, modifié le 10 avril 2020 à 16h11

Il est fin prêt. Ces derniers jours, les agents de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), intégré au Pôle judiciaire, [le PJGN](#), basé à Cergy dans le Val-d'Oise, mettent en place leur laboratoire mobile sur le site de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches (Hauts-de-Seine). À l'intérieur de ce qui ressemble à un simple bus, se trouvent en fait du matériel de pointe et des agents de haut niveau capables d'effectuer jusqu'à 1000 tests Covid-19 par jour. « On vient de valider tous les protocoles d'utilisation, en concertation avec le laboratoire de microbiologie qui se trouve sur le site de l'hôpital », explique le lieutenant-colonel Sylvain Hubac.

LIRE AUSSI > [Coronavirus : « Combien de temps prend le test de dépistage ? »](#)

Utilisé habituellement sur les scènes de crime de masse

À la tête du département d'analyses génétiques traces à l'IRCGN, c'est lui, aidé de son équipe, qui a conçu ce laboratoire mobile en 2013. Il est unique au monde car c'est le seul à être accrédité de la norme internationale ISO 17025 garantissant la conformité des résultats fournis. Initialement, ce bus était équipé pour réaliser [des tests ADN](#) au plus près des scènes de crimes de masse ou des catastrophes.

« Ça n'a pas été compliqué de détourner son utilisation pour le Covid-19, indique le lieutenant-colonel. C'est en visitant le laboratoire de l'hôpital, avec lequel on travaille en criminalistique, que je me suis rendu compte que leur technique était adaptée à notre équipement. »

L'hôpital fournit les prélèvements et interprète les résultats

Cette initiative est ensuite remontée au ministère de l'Intérieur, qui a enjoint les laboratoires des forces de l'ordre à proposer leur aide dans la lutte contre le coronavirus. Concrètement, les agents qui opèrent à l'intérieur du labo mobile suivent le protocole classique en se contentant d'analyser les échantillons qui leur sont donnés. « C'est l'hôpital qui nous fournit les prélèvements et qui interprète les résultats, précise Sylvain Hubac. On met nos moyens d'analyses haut débit à leur service. »



Le laboratoire mobile des gendarmes est installé sur le site de l'hôpital de Garches depuis le 1er avril. DR/PJGN

Trente experts biologistes mobilisés

Quatre experts de haut niveau de la [Gendarmerie nationale](#) —trois techniciens et un officier— se relaient en permanence pour que le laboratoire fonctionne 7 jours sur 7 sans discontinuité. Ils sont en tout trente agents volontaires à alterner tous les deux jours entre l'hôpital de Garches et l'Institut de recherche. « En parallèle, on a maintenu l'intégralité de notre activité d'analyses criminalistiques », souligne le lieutenant-colonel.

Et s'il a fallu une semaine pour que tout soit mis en place et fonctionnel, l'exercice est un cas d'école. Car la société Tracip basée à Paris et Nancy (Meurthe-et-Moselle), qui détient la licence d'exploitation du brevet depuis 2016, tente d'accélérer au maximum sa capacité de production de laboratoires mobiles afin de pouvoir prochainement en déployer d'autres, plus facilement et plus rapidement.

Un autre labo prêt à être mis en service

« Le processus habituel est de plusieurs mois pour une unité mais on est en train de le revoir complètement pour le réduire, rapporte Guillaume Kuffmann, le directeur général de Tracip. On est assez confiants. Pour l'instant, on n'a pas de laboratoire mobile en stock. Et l'unité qui est en cours de production est à l'arrêt car on fait face à des soucis d'approvisionnement. » En plus du bus, Tracip a conçu une version plus grande de son laboratoire dans un conteneur maritime et une plus petite aérotransportable, un modèle dont la Gendarmerie nationale dispose. « Il est en stand-by pour l'instant, prêt à partir si besoin », reprend le lieutenant-colonel Hubac. Quant aux experts qui seront habilités à travailler dans ces labos de pointe, les équipes de l'IRCGN sont en mesure de les former.

LIRE AUSSI > [Dans les coulisses du labo de dépistage du Covid-19 à l'hôpital de Beauvais](#)

Des tests bientôt plus rapides ?

Le lieutenant-colonel Sylvain Hubac, également inventeur du MicroFLOQ, un écouvillon spécifique, planche actuellement sur la possibilité de l'adapter à la détection du coronavirus. Ce qui pourrait diminuer le temps d'attente pour obtenir les résultats d'un test Covid-19, qui est habituellement de 4 heures. Contrairement à un écouvillon classique, qui ressemble à un coton-tige, le MicroFLOQ est beaucoup plus petit et imprégné d'un agent chimique. Au contact d'une trace biologique, il va capter directement la cellule à observer juste après le prélèvement, permettant de cibler les marqueurs génétiques recherchés sans passer par les étapes d'extraction et de quantification. « On peut gagner une heure à une heure et demie avec le MicroLFOQ, assure-t-il. Il faut surtout beaucoup moins de machines et de matériel qu'avec un écouvillon classique. » Seulement, il a été conçu pour réaliser des analyses ADN et le protocole du test Covid-19 n'est pas tout à fait le même.

Epaulé par des experts de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), le chef du département analyses génétiques travaille à son adaptation. « D'ici une petite semaine on aura grandement avancé et on saura si on peut l'utiliser pour les tests Covid-19, annonce Sylvain Hubac. Il faudra ensuite faire des comparatifs pour prouver cela scientifiquement, mais normalement il n'y a pas de raison que ça ne marche pas. Si ça fonctionne bien, on pourrait l'utiliser d'ici deux à trois semaines. »

Produit par la société Italienne Copan Flock Technologies, cet ustensile, également appelé GenSAG, est déjà disponible sur le marché. Tous les laboratoires de France pourraient donc s'en saisir, facilitant les tests de masse sur la population.